**DOCUMENT DE RÉFLEXION
SUR LA RÉFORME DE L'AIDE SOCIALE**

L'R DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC

Février 1996

23 février 1996

À tous les centres de femmes,

La réforme de l'aide sociale est à nos portes; le comité Bouchard-Fortin doit déposer son rapport le 29 février et le gouvernement québécois devrait amorcer le processus de réforme avant la fin de 1996.

Pendant que les "experts" et les ministres tentent de réinventer l'aide sociale, nous devons réfléchir à nos alternatives féministes pour une réforme juste et équitable. Le document que vous avez entre les mains devrait vous aider à amorcer une réflexion et vous préparer à prendre position dans le débat concernant la réforme de l'aide sociale (par exemple; conférence de presse, lettre aux journaux, mémoire).

- La première partie du document est un rappel des principaux éléments de la **Loi actuelle sur la Sécurité du revenu** (les programmes, les mesures d'employabilité, certains aspects de la loi qui ont un impact négatif sur les femmes, un survol des modifications survenues depuis l'entrée en vigueur de la loi).
- La deuxième partie touche **les orientations possibles de la réforme** ainsi que les enjeux et perspectives. Vous y trouverez également un sommaire des recommandations et revendications du mouvement des femmes et du mouvement communautaire qui touchent la réforme de l'aide sociale.
- La troisième partie fait le point sur **les prises de positions et les actions des centres de femmes et de L'R** concernant la pauvreté et l'appauvrissement des femmes et de façon particulière, les conditions de vie des femmes assistées sociales.

Il est important que les centres de femmes participent au débat sur la réforme de l'aide sociale; le point de vue des femmes doit être entendu par les élues-s.

Vous pourrez vous procurer un sommaire du rapport du comité Bouchard-Fortin en contactant la direction des communications du ministère de la Sécurité du revenu, tel: 418-643-9818 ou le bureau de la ministre Louise Harel, tél: 418-643-4810.

Isabelle Pépin
Stagiaire en travail social
L'R des centres de femmes

SOMMAIRE

1. LA LOI 37, C'EST QUOI?

1.1 Du soutien à l'obligation

1.2 Les programmes

1.2.1 Programme Soutien financier

1.2.2 Programme APTE

1.2.3 Programme APPORT

1.3 Les mesures d'employabilité

1.4 Des problèmes et des impacts négatifs pour les femmes

1.4.1 Pension alimentaire

1.4.2 Vie maritale

1.4.3 Coupure pour partage du logement

1.4.4 Contribution parentale

1.4.5 Construction des barèmes

1.5 Quelques modifications depuis l'entrée en vigueur de la Loi 37

1.6 Les dernières modifications à la Loi 37

2. LA RÉFORME DE L'AIDE SOCIALE

2.1 Orientations

2.1.1 Réduction de la complexité du système

2.1.2 Restructuration majeure des programmes d'employabilité

2.1.3 Régionalisation des budgets

2.1.4 Renforcement de l'incitatif au travail

2.1.5 Autres orientations

2.2 Enjeux et perspectives

2.2.1 Pièges à éviter

2.2.2 Principes à revendiquer

2.2.3 Pistes à explorer

2.2.4 Deux alternatives à examiner

2.3 Sommaire des principales recommandations et revendications

- 2.3.1 Au niveau de l'aide sociale
- 2.3.2 Au niveau des politiques monétaires
- 2.3.3 Au niveau des politiques fiscales
- 2.3.4 Au niveau de l'organisation et des lois du travail
- 2.3.5 Au niveau des fonds de création d'emplois
- 2.3.6 Au niveau de la formation académique et professionnelle
- 2.3.7 Au niveau des conditions de logement
- 2.3.8 Au niveau du soutien aux familles

3. LES PRISES DE POSITION ET LES ACTIONS DES CENTRES DE FEMMES ET DE L'R

3.1 Assemblées générales de L'R

3.2 Participation aux coalitions nationales

3.3 Actions collectives

3.4 Le débat sur l'utilisation des mesures d'employabilité dans les centres

4. OUVRAGES CONSULTÉS

1. LA LOI 37, C'EST QUOI?

1.1 DUSOUTIENÀL'OBLIGATION

La Loi sur la Sécurité du revenu (Loi 37) a été adoptée en décembre 1988 et est entrée en vigueur le 1^{er} août 1989. Avant l'adoption de cette loi, le système d'aide sociale était basé sur la notion de besoin; l'aide était accordée sur la base du déficit existant entre les besoins d'une personne et les revenus dont elle disposait. L'État se reconnaissait une responsabilité envers ses citoyennes frappées par la pauvreté, peu importait la cause de cette pauvreté (perte d'un travail, maladie, handicap, séparation, etc.) ce qui comptait c'était le besoin; c'était ce qu'on appelait un système de "welfare".

Avec l'adoption de la Loi 37, la notion de besoin a été reléguée au second plan pour faire place à la notion d'employabilité. L'ensemble de la Loi 37 est bâtie autour de la notion d'employabilité; un programme pour les personnes considérées inaptes au travail (programme Soutien financier) et un programme pour les personnes considérées aptes au travail (programme APTE).

Dans la Loi 37, l'aide accordée est plus élevée pour les prestataires considérées inaptes que pour les prestataires considérées aptes au travail. De plus, pour les prestataires considérées aptes au travail, le montant accordé est plus ou moins élevé selon que la prestataire accepte ou refuse de participer à une mesure d'employabilité. On assiste à l'introduction de la notion de *workfare*. Les prestations ne sont plus accordées uniquement sur la base des besoins mais également en fonction de *l'effort fourni*, les prestataires doivent faire quelque chose pour mériter leur chèque.

1.2 LES PROGRAMMES

La Loi sur la Sécurité du revenu comprend trois programmes: les deux premiers, Soutien financier et APTE (actions positives pour le travail et l'emploi) sont des programmes d'aide de dernier recours établissant une distinction entre les prestataires selon qu'elles sont aptes ou inaptes au travail; le troisième, APPORT (aide aux parents pour leurs revenus de travail) est une aide financière destinée aux parents travaillant à faible revenu.

1.2.1 PROGRAMME SOUTIEN FINANCIER

Ce programme est réservé aux personnes qui sont classées comme étant inaptes au travail. L'incapacité de travailler doit être très importante et prouvée par un rapport médical. C'est dans ce programme que l'on retrouve les prestations les plus élevées: le montant de base intégré pour une adulte avec deux enfants à charge est de 1029\$ par mois. Pour une personne seule, le montant est de 674\$ par mois.

Environ 20% des personnes assistées sociales font partie du programme Soutien financier. Il est très difficile d'être admise dans ce programme; le rapport médical est envoyé par télécopieur et la décision est prise sans même rencontrer la prestataire.

Les prestataires du programme Soutien financier ont droit à des gains de travail de 100\$ par mois. Par contre, au bout d'un an la prestataire qui a eu des gains de travail voit son dossier réévalué et risque d'être classée dans le programme APTE (et donc de subir une baisse de prestations).

1.2.2 PROGRAMME APTE (Actions Positives pour le Travail et l'Emploi)

Ce programme s'adresse à toutes les prestataires qui sont considérées aptes au travail et repose sur la notion du développement de l'employabilité. Le programme APTE marque un glissement de la philosophie du *welfare* (prestations en fonction des besoins) à la philosophie du *workfare* (prestation en fonction de "l'effort" fourni). Ce programme est réparti en cinq catégories, disponible, non disponible, participante, non participante et mixte.

Disponible: pour les personnes qui ont accepté de participer à une mesure désignée par le ministère et qui sont en attente d'une place. (Le montant de base intégré pour une adulte avec deux enfants à charge est de 925\$ par mois. Pour une personne seule, le montant est de 550\$ par mois).

Une personne qui est classée dans la catégorie disponible doit accepter toute mesure proposée, sinon elle sera classée non participante et subira une coupure de prestations.

Non disponible: pour les personnes qui sont temporairement dans l'incapacité de participer à une mesure. S'applique dans les cas suivants: incapacité physique ou mentale de durée limitée, femme enceinte d'au moins 20 semaines, personne ayant à sa charge un enfant d'âge préscolaire ou un enfant qui ne peut fréquenter l'école en raison d'un handicap, personne âgée de 55 ans ou plus et qui demande à être classée non disponible, partager une unité de logement avec une personne qui requiert des soins constants. (Le montant de base intégré pour une adulte avec deux enfants à charge est de 975\$ par mois. Pour une personne seule, le montant est de 600\$ par mois).

Participante: pour les personnes qui participent à une mesure. C'est dans cette catégorie que l'on retrouve les prestations les plus élevées du programme APTE. (Le montant de base intégré pour une adulte avec deux enfants à charge est de 1025\$ par mois. Pour une personne seule, le montant est de 650\$ par mois).

Non participante: pour les personnes qui refusent de participer aux mesures. Selon le gouvernement, les personnes non participantes sont celles qui ne veulent pas s'en sortir. Un refus de participation entraîne une coupure de prestation; c'est dans cette catégorie que l'on retrouve les prestations les moins élevées. (Le montant de base intégré pour une adulte avec deux enfants à charge est de 875\$ par mois. Pour une personne seule, le montant est de 500\$ par mois).

Mixte: la catégorie mixte s'applique lorsque deux membres d'une même famille sont dans deux catégories différentes du programme APTE (par exemple, non disponible et participante ou disponible et non disponible). Le montant de base accordé diffère selon les combinaisons de catégories.

Il est à noter que plusieurs autres conditions sont prises en considération pour établir le montant de la prestation d'une personne assistée sociale faisant partie du programme APTE. Il existe au total 130 barèmes différents! Les catégories précédentes correspondent à une allocation de base. C'est à partir de ces montants que l'on effectue les calculs relatifs aux autres conditions.

Chaque personne assistée sociale a une agente responsable de son dossier. Une agente est en moyenne responsable de 400 dossiers. Elle est donc face à une charge de travail considérable. Elle passe en moyenne 86% de son temps à faire de la gestion financière et seulement 14% de son temps est consacré à l'employabilité. Par ailleurs, même si elle a un rôle d'information à jouer auprès des prestataires, elle a le mandat de ne pas mentionner les impacts financiers des classifications.

1.2.3 PROGRAMME APPORT

Ce programme offre un supplément aux parents dont les revenus de travail sont faibles. APPORT a pour but d'inciter ces parents à demeurer sur le marché du travail malgré des revenus de travail insuffisants. L'idée à la base de ce programme est intéressante (redistribution plus équitable de la richesse), par contre il est sous utilisé parce que trop compliqué et mal adapté à la réalité des travailleuses à statut précaire, à contrat ou à temps partiel.

1.3 LES MESURES D'EMPLOYABILITÉ

L'ensemble du programme APTE repose sur la participation à des mesures désignées par le ministère de la Sécurité du revenu. Le développement de l'employabilité est un principe intéressant lorsque les stages et la formation offerts sont réellement qualifiants et sont accompagnés d'une politique de création d'emplois. C'est une bonne idée d'aider les gens à réintégrer le marché du travail par le biais d'études et de stages de perfectionnement en milieu de travail. Cependant, dans le cadre de la Loi sur la Sécurité du revenu, l'application de la notion de développement de l'employabilité prend souvent des allures de cheap labour forcé. La réalité n'est pas toujours rose pour les personnes assistées sociales "participantes". Voici quelques uns des problèmes identifiés:

- La coupure pour refus de participer à une mesure instaure une pratique de participation forcée (il faut travailler pour "gagner" son chèque, glissement dans le workfare).
- L'allocation accordée pour la participation à une mesure n'est pas suffisante (pour aller travailler, il faut des vêtements propres, des billets d'autobus, un lunch, etc..).
- Le code du travail et la Loi sur les normes minimales du travail ne s'appliquent pas pour les mesures EXTRA et stage en milieu de travail.
- Plusieurs mesures sont de piètre qualité et ne permettent pas aux participantes de faire des apprentissages et d'acquérir des habiletés qui seraient utiles sur le marché du travail.

- La plupart du temps, les mesures d'employabilité ne débouchent pas sur de véritables emplois.
- Pour les femmes participantes qui ont des enfants, le remboursement des frais de garde est problématique (il y a des retards de paiement).

Les deux tableaux qui suivent donnent un bref aperçu des principales mesures soit; PAIE, EXTRA, stage en milieu de travail, rattrapage scolaire et retour aux études postsecondaires pour les cheffes de famille monoparentale.

LES MESURES D'EMPLOYABILITÉ

MESURES	OBJECTIFS DU MINISTÈRE	FONCTIONNEMENT	COMMENTAIRES
<p>PROGRAMME D'AIDE À L'INTÉGRATION À L'EMPLOI (PAIE)</p> <p>En 94-95, le ministère a signé 25 763 nouveaux contrats PAIE avec les entreprises et 27 299 prestataires ont participé au programme.</p>	<p>Visé à aider les prestataires de la Sécurité du revenu à intégrer le marché du travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en incitant financièrement les employeurs à embaucher des prestataires; - en soutenant les prestataires qui souhaitent créer leur propre entreprise (Soutien à l'emploi autonome); - en subventionnant les emplois créés pour les prestataires par les corporations intermédiaires de travail (C.I.T.) 	<p>La durée de participation à cette mesure est d'environ 26 semaines. Le Ministère verse une subvention à l'employeur (50% du salaire pour une entreprise privée, 85% pour une municipalité, 100% pour un organisme communautaire). La participante quitte l'aide sociale et reçoit le salaire minimum ou un peu plus. Lorsque le programme PAIE est terminé l'employeur n'est pas tenu d'engager la personne participante, elle risque donc de se retrouver au chômage.</p>	<p>Il est intéressant de noter que PAIE, qui est un programme qui arrive à créer des emplois, contrairement aux mesures d'employabilité, profite majoritairement aux hommes. Par exemple, en 1995, 16 511 hommes ont participé à ce programme tandis que seulement 10 788 femmes y participaient.</p>
<p>EXPÉRIENCE DE TRAVAIL (EXTRA)</p> <p>En 94-95, 38 848 prestataires ont participé au programme EXTRA.</p>	<p>Ce programme a pour objectif de permettre aux personnes participantes d'effectuer une démarche visant à développer ou à maintenir certaines habiletés, attitudes ou comportements pouvant accroître leurs possibilités d'accéder au marché du travail et de s'y maintenir.</p>	<p>La prestataire doit travailler 20 heures par semaines pour l'organisme employeur, sans avoir droit à la protection du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail. L'organisme employeur reçoit 100\$ par mois du ministère pour accueillir une prestataire. Plusieurs entreprises, ministères et organismes communautaires utilisent EXTRA comme moyen de financement.</p>	<p>Le programme EXTRA est le programme d'employabilité qui a été le plus sévèrement critiqué par les opposantes à la Loi 37. Le plus souvent, les participantes sont utilisées comme "cheap labour" pour faire des travaux dans des secteurs non-spécialisés qui ne permettent pas de développer des habiletés utiles pour le marché du travail. Les prestataires qui participent à des mesures EXTRA sont plongées dans un cercle vicieux dont il est difficile de sortir, elles participent à des mesures sans véritablement développer leur employabilité et il n'y a pas de débouchés sur le marché du travail.</p>
<p>SERVICES EXTERNES DE MAIN D'OEUVRE (SEMO)</p> <p>En 1994, 9568 admissions ont été effectuées dans les SEMO. De ce nombre, 75% provenaient de la Sécurité du revenu.</p>	<p>Cette mesure vise à faciliter, au moyen de services de main d'oeuvre adaptés, l'intégration professionnelle de la personne éprouvant des difficultés particulières à s'intégrer au marché du travail (personnes handicapées, ex-toxicomanes, jeunes en difficulté, etc.).</p>		

Note: les objectifs du Ministère et le nombre de participants pour chaque mesure sont tirés du *RAPPORT ANNUEL 1994-1995, Gouvernement du Québec, Ministère de la Sécurité du revenu, Les publications du Québec, 1995.*

LES MESURES D'EMPLOYABILITÉ

MESURES	OBJECTIFS DU MINISTÈRE	FONCTIONNEMENT	COMMENTAIRES
<p>STAGES EN MILIEU DE TRAVAIL</p> <p>Quelque 8450 prestataires ont participé à cette mesure en 94-95.</p>	<p>Cette mesure vise à permettre à des prestataires de la Sécurité du revenu qui ont quitté les études régulières à plein temps depuis au moins six mois d'acquérir une expérience de travail et des connaissances spécifiques dans un organisme ou une entreprise.</p>	<p>Le programme Stage offre une expérience de travail de 40 heures par semaine. La formation reçue est encadrée par la SQDM (Société Québécoise du Développement de la Main d'oeuvre). La participante n'est pas protégée par le Code du travail et la Loi sur les normes minimales du travail.</p>	<p>La formation est souvent escamotée dans le programme Stage; la participante travaille beaucoup et reçoit très peu de formation.</p> <p>Il y a très peu de rétention en emploi.</p>
<p>RATTRAPAGE SCOLAIRE</p> <p>35 757 prestataires ont participé à cette mesure en 94-95.</p>	<p>Cette mesure vise à permettre aux prestataires ayant quitté les études régulières à temps plein depuis au moins 24 mois et ayant un besoin de formation de compléter des études secondaires.</p>	<p>La durée de participation à cette mesure varie selon le cheminement scolaire de la prestataire.</p>	<p>Le nombre de places disponibles en rattrapage scolaire a été considérablement réduit par le ministère. En 94-95, le nombre de participantes a diminué de 37,9% par rapport à 93-94. Pourquoi couper dans une mesure qui vise à hausser le niveau de scolarité des prestataires?</p>
<p>RETOUR AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES POUR LES CHEFFES DE FAMILLE MONOPARENTALE</p> <p>En 94-95, 1736 cheffes de famille monoparentale ont participé à cette mesure.</p>	<p>Cette mesure vise à aider les cheffes de famille monoparentale, prestataires de la sécurité du revenu pendant 24 mois au cours des 36 derniers mois et qui le désirent, à compléter leur formation postsecondaire.</p>	<p>La durée de participation à cette mesure est de 24 mois (pour un maximum de 4 trimestres). Il est à noter qu'à la fin de la mesure, la prestataire doit quitter l'aide sociale et s'inscrire au Régime des prêts et bourses pour compléter ses études.</p>	<p>Financièrement, il est difficile de quitter l'aide sociale et de se retrouver dans le Régime des prêts et bourses (reçoit moins qu'à l'aide sociale et vit avec des prêts qu'elle devra rembourser). Le risque de s'enfoncer dans la pauvreté est grand. Cette mesure n'est pas assez accessible (il faut attendre d'avoir été prestataire 2 ans avant d'y avoir accès).</p>
<p>RECONNAISSANCE DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ (RADE)</p> <p>En 94-95, quelque 23 739 prestataires ont participé à des activités de développement de l'employabilité à l'intérieur de la mesure RADE.</p>	<p>Cette mesure vise à favoriser l'accès le plus large possible des prestataires à diverses activités de développement de l'employabilité existant dans la communauté afin de faciliter leur intégration éventuelle au marché du travail.</p>	<p>On y retrouve principalement des activités de francisation pour nouveaux arrivants et des activités d'alphabétisation.</p>	<p>La francisation dure un maximum de 15 mois. Ce n'est pas toujours suffisant. Il devrait y avoir plus de souplesse dans la durée (pour certaines personnes, c'est plus difficile d'apprendre le français).</p>

Note: les objectifs du Ministère et le nombre de participants pour chaque mesure sont tirés du *RAPPORT ANNUEL 1994-1995, Gouvernement du Québec, Ministère de la Sécurité du revenu, Les publications du Québec, 1995.*

1.4 DES PROBLÈMES ET DES IMPACTS NÉGATIFS POUR LES FEMMES

Il n'y a pas que les mesures d'employabilité qui posent des problèmes aux femmes assistées sociales; plusieurs autres aspects de la Loi sur la Sécurité du revenu ont des impacts négatifs. Nous allons nous attarder à cinq aspects de la Loi 37 qui touchent de façon négative les conditions de vie des femmes assistées sociales:

1.4.1 PENSION ALIMENTAIRE

La Loi sur la Sécurité du revenu oblige les femmes assistées sociales à poursuivre leur ex-conjoint pour obtenir une pension alimentaire pour elles-mêmes et leurs enfants. Ensuite, le montant reçu en pension alimentaire est *totalelement déduit* du montant de la prestation mensuelle.

Le ministère ne devrait pas déduire 100% de la pension reçue du chèque d'aide sociale. Ainsi, le ministère contribuerait à améliorer la situation financière des femmes cheffes de famille monoparentale.

1.4.2 VIE MARITALE

Dans la Loi sur la Sécurité du revenu, la définition de conjoints est la suivante:

- 1) les époux qui cohabitent;
- 2) les personnes vivant maritalement qui sont les père et mère d'un même enfant;
- 3) les personnes majeures qui *vivent maritalement* et qui, à un moment donné ont cohabité pendant une période d'au moins un an.

Les critères utilisés pour déterminer s'il y a vie maritale sont:

- l'existence d'un lien de secours mutuel;
- la cohabitation, même si elle n'est pas continue;
- la commune renommée (si leurs connaissances les considèrent comme formant un couple).

L'aide sociale étant basée sur les besoins de la famille, les revenus d'un présumé conjoint de fait sont donc pris en considération pour déterminer si une femme a droit de recevoir des prestations d'aide sociale. Après un an de partage de logement avec une personne de sexe opposé ayant un revenu, la prestataire n'est plus éligible à l'aide sociale. De nombreuses poursuites ont d'ailleurs été intentées au criminel contre des femmes assistées sociales ayant "vécu maritalement" sans en informer leur agent.

La notion de vie maritale est une mesure discriminatoire envers les femmes (les nombreuses enquêtes menées sur le statut marital visent très majoritairement les femmes). L'État tente d'économiser en ressortant la vieille notion de l'homme pourvoyeur.

Le critère de vie maritale devrait être redéfini de façon à reconnaître l'autonomie financière des femmes, dans un couple ou une famille. L'homme qui est présent dans le ménage d'une femme ne devrait pas automatiquement être présumé pourvoyeur.

1.4.3 COUPURE POUR PARTAGE DE LOGEMENT

Les personnes assistées sociales qui font partie du programme APTE et qui partagent un logement voient leur prestation mensuelle diminuée de 104\$. Un jeune adulte qui habite chez ses parents voit sa prestation coupée de 116\$ par mois.

Cette mesure affecte particulièrement les femmes qui habitent avec des enfants qui ne sont plus considérés à leur charge. Par exemple, une adolescente qui a eu un enfant n'est plus considérée comme un enfant à charge, elle est considérée comme une adulte. Dans cette situation, la mère et la fille qui cohabitent sont pénalisées; coupure de 104\$ par mois pour la mère et coupure de 116\$ par mois pour la fille.

Cette mesure porte atteinte à l'entraide et à la solidarité des personnes assistées sociales. Partager un appartement avec quelqu'un permet d'avoir un peu plus d'argent pour faire l'épicerie. La coupure pour partage de logement est une taxe à la solidarité sociale. Les gens qui s'unissent pour essayer de s'en sortir sont punis.

1.4.4 CONTRIBUTION PARENTALE

Certains jeunes adultes considérés dépendants de leurs parents n'ont pas droit à l'aide sociale. En effet, lorsque le ministère considère que les parents sont en mesure de verser à leur enfant une aide suffisante, le jeune adulte ne peut recevoir de prestations de la Sécurité du revenu.

Le ministère présume que les parents subviendront aux besoins de leurs enfants adultes. Qu'arrive-t-il en réalité? Certains parents n'ont pas les moyens d'aider financièrement leur enfant, d'autres ne sont pas intéressés à le faire. Les jeunes adultes considérés dépendants de leurs parents se retrouvent dans une situation financière incertaine et précaire.

Lorsque les parents sont séparés ou divorcés, le parent qui doit verser la contribution parentale est celui qui a eu la garde légale de l'enfant. Cette situation fait reposer un lourd fardeau sur les épaules des femmes cheffes de familles monoparentales. Malgré de faibles revenus et d'autres enfants à charge, le ministère s'attend à ce que la mère aide financièrement son enfant adulte.

1.4.5 CONSTRUCTION DES BARÈMES

Quelques impacts importants sur les conditions de vie des femmes et de leurs enfants ont été identifiés:

Les prestations d'aide sociale ne sont pas augmentées à partir du troisième enfant à charge. Le ministère considère que les besoins du troisième enfant et des suivants sont comblés par les allocations familiales et les crédits d'impôts.

Les femmes qui s'occupent d'enfants d'âge préscolaire sont classées dans la catégorie "non disponible". Pourquoi ne sont-elles pas classées dans le programme "Soutien financier"? Elles auraient droit à une prestation plus généreuse pour subvenir aux besoins de leurs jeunes enfants.

1.5 QUELQUES MODIFICATIONS DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI 37

Voici un survol de quelques uns des changements importants survenus depuis 1989:

1991

- Indexation des prestations des programmes Soutien financier et APTE (taux d'indexation basé sur celui de la Régie des rentes).
- Coupure de l'aide financière aux femmes assistées sociales qui ont un ou des enfants en garderie et ne participent pas à des mesures d'employabilité (perte de la subvention de l'Office des services de garde et du remboursement de frais de garde accordé par l'aide sociale).

1992-1993

- Guérilla judiciaire contre plusieurs femmes assistées sociales (poursuites en justice pour fraudes reliées à la notion de vie maritale). Il ne s'agit pas ici d'une modification à la loi mais plutôt d'une application plus stricte et de façon plus systématique des règlements concernant la vie maritale. Il est à noter que rien n'est réglé dans ce dossier; il y a encore des poursuites en justice et des femmes assistées sociales sont encore condamnées à la prison.

1993

- Modifications au niveau des prestations dans le programme APTE. On trouve 30 diminutions de barèmes et 12 augmentations. Les coupures vont de 2\$ à 63\$ par mois et les augmentations vont de 4\$ à 44\$. Le barème de disponibilité est coupé de 30\$ par mois.
- Diminution du nombre de places disponibles dans le programme Rattrapage scolaire.
- Abolition de la prestation pour le mois suivant le retour au travail.
- Les femmes victimes de violence qui logent dans une maison d'hébergement sont classées non disponibles pour une période de trois mois.
- Instauration des agents vérificateurs (les "super boubous macoutes").
- Nouvelles directives concernant les certificats médicaux présentés par les prestataires pour être admises au barème non disponible. Dans plusieurs cas, le certificat médical présenté était mis en doute et soumis à la contre-expertise d'un médecin du service d'évaluation de la Sécurité du revenu. Le médecin du service d'évaluation prenait une décision basée sur son analyse du certificat médical, il ne rencontrait même pas la personne assistée sociale. Cette pratique a été contestée par les groupes de défense des droits des personnes assistées sociales et elle a fini par être abolie.

1994

- Indexation des prestations du programme Soutien financier (taux d'indexation basé sur celui de la Régie des rentes). Les prestations du programme APTE n'ont pas été indexées.
- Remboursement par la Sécurité du revenu d'une partie du coût du lait maternisé utilisé par les mères assistées sociales pour leur bébé. (Avant 1994, il y avait remboursement seulement dans les cas d'intolérance au lactose prouvés par certificat médical).

1996

- Indexation des prestations du programme Soutien financier (taux d'indexation basé sur celui de la Régie des rentes). Les prestations du programme APTE n'ont pas été indexées.

Voici deux exemples qui illustrent bien l'appauvrissement des personnes assistées sociales depuis 1989:

- Lors de l'entrée en vigueur de la Loi sur la Sécurité du revenu en 1989, la coupure pour partage de logement était de 89\$ par mois. En 1996, la coupure est de 104\$ par mois.
- En 1989, une personne seule classée apte non participante recevait 507\$ par mois. En 1996, elle reçoit 500\$ par mois.

1.6 LES DERNIÈRES MODIFICATIONS À LA LOI 37

Le 24 novembre 95, Jeanne Blackburn, alors ministre de la Sécurité du revenu, annonçait des coupures de 180 millions dans le budget de l'aide sociale pour 96-97. Environ 80 millions seraient récupérés directement des chèques des personnes assistées sociales à partir d'avril 96.

L'annonce de ces coupures, avant même que le rapport du comité d'experts soit déposé, laisse entrevoir certaines orientations de la réforme. Voici un aperçu des coupures annoncées:

Disparition du barème de disponibilité

Les prestataires qui étaient classés dans la catégorie disponible recevaient 50\$ de plus que les prestataires classés non participantes. La distinction entre disponible et non participante est abolie; toutes les prestataires "aptes" qui ne participent pas à une mesure d'employabilité seront classés non participantes et recevront la prestation la plus basse du programme APTE.

Réduction de 30\$ sur le barème de participation

Les prestataires qui participent à une mesure d'employabilité reçoivent 150\$ de plus que les prestataires classés non participantes. À partir d'avril 96, les prestataires participantes ne recevront qu'un supplément de 120\$ par mois.

En résumé, les changements au niveau des barèmes:

- non disponible (aucun changement annoncé)
- disponible (abolition de ce barème, donc perte de 50\$ par mois pour environ 50 000 personnes)
- non participante (comprend maintenant les prestataires qui refusent de participer aux mesures et toutes les prestataires qui étaient classés disponibles)
- participante (réduction de 30\$ par mois pour environ 35 000 personnes dont 6000 cheffes de famille monoparentale).

Modification d'un critère d'admissibilité à l'aide sociale

Présentement, une famille peut posséder jusqu'à 2500\$ en banque (1500\$ pour une personne seule) sans qu'il en soit tenu compte dans l'admissibilité aux prestations du programme APTE. Dans le programme Soutien financier, une personne seule a droit à 2500\$ et une famille a droit à 5000\$. À compter de l'exercice financier de 96-97, les personnes qui doivent faire une demande d'aide sociale devront attendre que leur compte de banque soit pratiquement vide avant d'être

admissibles aux prestations. Québec estime qu'une telle mesure permettrait des économies de l'ordre de 25 millions.

Coupure additionnelle de 50\$ par mois pour refus d'emploi "sans motif valable"

Présentement la coupure de prestation est de 100\$ par mois pour refus d'emploi "sans motif valable", elle passera à 150\$ par mois. Cette mesure affecte des prestataires qui ne peuvent se permettre d'accepter un emploi en raison de l'inaccessibilité du transport, du manque de place en garderies, etc.

Contrôles accrus sur les prestataires qui sont dans le système depuis 12 mois et plus

Ces prestataires seront fortement incitées à participer à la mesure AGIR; mesure d'aide à la recherche d'emploi qui ne permet pas d'accéder au barème de participation (donc, qui n'implique aucune somme additionnelle au niveau de la prestation).

Le programme de santé de la Sécurité du revenu passe au MSSS

Il s'agit d'un budget de 300 millions avec un déficit de 30 millions à combler. Les deux tiers des 300 millions vont à l'achat de médicaments. Le reste passe en services (soins dentaires gratuits par exemple).

Renforcement des mesures contre les parrains mauvais payeurs

Lorsqu'une immigrante parrainée doit avoir recours à l'aide sociale pour subvenir à ses besoins, le gouvernement peut exiger du parrain un remboursement des prestations versées. Il est possible que l'application de cette mesure accentue le contrôle et la violence de certains parrains envers leurs conjointes.

Échange de renseignements entre le ministère de la Sécurité du revenu et le ministère du Revenu

La ministre de la Sécurité du revenu entend proposer l'introduction d'un article facilitant les échanges de renseignements entre les ministères du Revenu et de la Sécurité du revenu. Cette mesure perpétue l'idée que les assistés sociaux sont tous des fraudeurs et met en jeu la confidentialité des dossiers.

Autres modifications annoncées

Il semble que l'article 24 de la loi sur la Sécurité du revenu (article concernant les normes minimales du travail) serait modifié. Les lois du travail s'appliqueraient aux mesures d'employabilité "sauf dans les cas et mesures prévus par règlement". Quels seront ces règlements? Il n'est pas encore acquis que les lois du travail s'appliqueront à toutes les mesures. C'est à suivre.

Le 10 janvier 96, les journaux annonçaient que le gouvernement du Québec mettait en place un nouveau règlement touchant les jeunes de moins de 30 ans qui ne participent pas à une mesure d'employabilité. Un peu plus de 50 000 jeunes prestataires classées non participantes devront chaque mois aller chercher leur chèque à un centre Travail Québec. (Dès le 1^{er} février 96, les jeunes de moins de 24 ans aptes au travail devront se déplacer pour aller chercher leur chèque, la même exigence frappera les 24-30 ans à compter du 1^{er} mars 96). Ces jeunes devront par la suite participer à la mesure Agir (rencontres de groupe sur des techniques de recherche d'emploi).

La ministre de la Sécurité du revenu a annoncé qu'elle comptait éventuellement étendre cette mesure à toutes les personnes assistées sociales aptes non participantes, peu importe leur âge.

Le 18 janvier 1996, le quotidien La Presse annonçait que le gouvernement québécois envisage de s'attaquer à la gratuité des médicaments pour les personnes âgées et les personnes assistées sociales.

Le remaniement ministériel effectué par Lucien Bouchard à la fin janvier a provoqué des changements importants au niveau de l'administration de la Loi sur la Sécurité du revenu:

- Le ministère de la Sécurité du revenu a été aboli.
- Le programme Soutien financier passe sous la responsabilité du ministère de la santé et des services sociaux (ministre Jean Rochon).

Le programme APTE et le programme APPORT passent sous la responsabilité du ministère de l'emploi (ministre Louise Harel).

2. LA RÉFORME DE L' AIDE SOCIALE

Le gouvernement du Québec a promis une réforme en profondeur de l'aide sociale pour 1996. Quelles seront les orientations de cette réforme? Pour le moment, nous avons peu d'informations. Nous savons qu'un comité "d'experts" a été mis sur pied par Jeanne Blackburn lorsqu'elle était ministre de la Sécurité du revenu. Ce comité a reçu le mandat de revoir toute la loi 37, d'analyser les problèmes, de consulter divers groupes concernés et de proposer des solutions. Le comité doit déposer son rapport le 29 février à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Louise Harel (nouvelle ministre responsable des programmes APTE et APPORT).

Le comité est coprésidé par l'économiste Pierre Fortin et le psychologue Camil Bouchard. Sont également membres; la sociologue Francine Séguin, le politologue Alain Noël et la psychologue Viviane Labrie.

2.1 ORIENTATIONS

En juin dernier, Konrad Yakabuski, journaliste au Devoir, écrivait une série d'articles sur la réforme de l'aide sociale. On y retrouve quelques indications concernant les intentions de la ministre Blackburn :

2.1.1 RÉDUCTION DE LA COMPLEXITÉ DU SYSTÈME

La ministre dit vouloir s'attaquer à la complexité du système (avec 130 barèmes et 355 combinaisons possibles de prestations, cette loi est un véritable casse-tête!). On pourrait s'attendre à une simplification importante des barèmes dans le but d'alléger le fardeau administratif des agentes de l'aide sociale.

Pour les personnes assistées sociales, une telle orientation présente des avantages. Par exemple, une loi moins compliquée entraîne moins d'erreurs administratives de la part des agentes et donc moins de pénalités pour les prestataires. (Il ne faut pas oublier que des prestataires peuvent être accusées de fraude suite à de simples erreurs administratives). De plus, moins de lourdeur bureaucratique permet d'accélérer le traitement des dossiers.

Il serait intéressant que la loi soit simplifiée, par contre il ne faudrait pas qu'elle devienne simpliste. La loi doit tenir compte des réalités différentes des gens (par exemple, inaccessibilité du transport en région éloignée). Les catégories doivent être larges et laisser place à la souplesse.

2.1.2 RESTRUCTURATION MAJEURE DES PROGRAMMES D'EMPLOYABILITÉ

La ministre promet un meilleur encadrement des entreprises et des organismes communautaires qui embauchent des prestataires par le biais de programmes d'employabilité. Elle promet aussi d'appliquer les normes minimales de travail à ces programmes. (Il est à noter que l'application des normes minimales ne signifie pas automatiquement l'application du salaire minimum).

Un document de travail du ministère de la Sécurité du revenu propose l'abolition de plusieurs des programmes actuels et la création d'un "méga-programme", appelé EMPLOI, qui consisterait à

placer une prestataire dans un stage non rémunéré d'une durée maximale de trois mois avec une entreprise. Ensuite, le stage se transformerait en poste rémunéré, subventionné par Québec de façon régressive pendant une période de neuf mois. La subvention serait toutefois conditionnelle à un engagement de la part de l'entreprise d'embaucher la prestataire à la fin de cette période. Ce genre d'arrangement entreprise-État s'accompagne généralement de déductions fiscales pour l'entreprise. C'est donc l'État qui paie une partie importante du salaire de l'employée.

Le document de travail recommande que le ministère se lie davantage aux commissions scolaires et à la Société québécoise du développement de la main d'oeuvre afin de rendre accessibles aux prestataires des programmes de formation offerts par ces organismes.

Le gouvernement semble vouloir s'orienter vers le modèle "passerelles vers l'emploi". En soi, ce n'est pas une mauvaise idée mais il reste que c'est du workfare et non de la formation réellement qualifiante accompagnée d'une véritable politique de création d'emplois.

2.1.3 RÉGIONALISATION DES BUDGETS

La gestion des montants alloués aux programmes d'employabilité sera vraisemblablement décentralisée, permettant aux régions de diriger des fonds vers les programmes correspondant le mieux aux besoins du marché local du travail.

2.1.4 RENFORCEMENT DE L'INCITATIF AU TRAVAIL

La ministre entend mettre l'accent sur les suppléments de revenu offerts aux parents à faible revenu pour les inciter soit à demeurer sur le marché du travail (programme APPORT) ou à le réintégrer s'ils vivent de l'aide sociale.

Pour véritablement inciter les parents à demeurer sur le marché du travail malgré un faible revenu, il faudrait transformer le programme APPORT pour le rendre moins complexe, plus accessible et mieux adapté aux réalités des travailleuses à statut précaire, à contrat et à temps partiel.

Pourquoi inciter seulement les parents à demeurer sur le marché du travail? Pourquoi ne pas offrir un programme de supplément de revenu à toutes les travailleuses à faible revenus? Le supplément de revenu pourrait être plus important pour les travailleuses qui ont des enfants à charge.

La ministre envisage également la possibilité de réunir dans une seule prestation mensuelle l'ensemble des mesures d'aide aux enfants afin de garantir aux salariées les mêmes avantages dont jouissent les prestataires de l'aide sociale. L'idée d'une prestation unique peut être intéressante dans la mesure où le montant accordé permet véritablement de subvenir aux besoins des enfants. Une telle prestation implique de faire des liens avec la fiscalité et avec la loi concernant la perception automatique des pensions alimentaires.

Nous devons nous questionner quant à la pertinence pour l'État de prendre en charge le bien-être économique des enfants. Il ne faut pas perdre de vue que les enfants sont pauvres parce que leurs parents (souvent leur mère lorsqu'elle est cheffe de famille monoparentale) sont pauvres. Une politique qui ne ciblerait que les besoins des enfants serait vouée à l'échec. Il faut maintenir une responsabilité collective face au manque d'emplois rémunérés pour tous les adultes.

2.1.5 AUTRES ORIENTATIONS

Si l'on se fie aux récentes coupures et à celles annoncées, la réforme de l'aide sociale risque de s'orienter vers:

- Une augmentation des contrôles.
- Un renforcement des pénalités envers les prestataires qui ne sont pas engagées dans une activité reconnue par le ministère. Ces pénalités sont injustes puisqu'il n'y a pas assez de places pour tout le monde dans les activités que le ministère reconnaît (il n'y a pas de place pour toi dans une mesure d'employabilité donc on te pénalise!).
- Un durcissement des critères d'admissibilité et une aide financière très limitée.

2.2 ENJEUX ET PERSPECTIVES

La réforme de l'aide sociale est à nos portes; le rapport du comité d'experts devrait être déposé à la fin février et le gouvernement devrait déposer un projet de loi avant la fin de 1996. Pendant que les "experts" et les ministres tentent de réinventer l'aide sociale, nous devons réfléchir à nos alternatives féministes pour une réforme juste et équitable. Pour alimenter la réflexion, voici quelques pièges à éviter dans la réforme de l'aide sociale et quelques principes à revendiquer. La section se termine avec certaines pistes à explorer et deux alternatives à examiner.

2.2.1 PIÈGES À ÉVITER

Le workfare

Depuis l'adoption de la loi 37 en 1988, nous vivons avec l'idéologie du workfare (prestation réduite pour ceux qui refusent de participer à une mesure).

Le RAPC (Régime d'assistance publique du Canada) a été aboli lors du budget fédéral de 1995. Sa chute a entraîné celle de certaines normes canadiennes concernant l'aide sociale:

- prestation en fonction des besoins
- obligation de garantir un droit d'appel aux personnes assistées sociales
- interdit de supprimer l'aide à une personne qui refuse de participer à des mesures d'employabilité.

Le Québec pourrait, en théorie, profiter de l'abolition de ces normes pour supprimer les prestations d'une personne assistée sociale qui refuse de participer à une mesure d'employabilité. Il y a donc de fortes chances pour que la réforme de l'aide sociale nous mène à un durcissement du workfare.

Le workfare consacre l'idéologie qui consiste à blâmer les personnes sans emploi ("c'est de ta faute si tu n'as pas de job"), du même coup la société se déresponsabilise. Le workfare est la solution la plus facile pour le gouvernement; c'est moins compliqué à gérer ("tu fais rien, t'as pas de chèque") et ça permet d'exploiter une main d'oeuvre bon marché (prestataires obligés de travailler pour moins que le salaire minimum).

Le gouvernement est en train de développer un marché du travail parallèle avec le workfare. D'un côté, on retrouve les emplois hautement qualifiés qui sont économiquement rentables pour les

compagnies parce qu'ils produisent de la valeur ajoutée (informatique, robotique, etc..) De l'autre côté, des emplois de type workfare qui sont peu qualifiés et faiblement payés parce qu'ils ne sont pas considérés économiquement rentables pour les compagnies. Bientôt, on donnera le nom d'économie sociale à cette économie parallèle. Malheureusement, on est très loin du type d'économie sociale revendiqué par la Marche des femmes.

Double standard appliqué aux personnes assistées sociales

Les personnes assistées sociales aptes au travail devront bientôt toutes aller chercher leur chèque à un Centre travail Québec. On a entendu parler de rumeurs concernant le service civil obligatoire (travaux communautaires, par exemple; corvée de nettoyage des berges du St-Laurent) pour les jeunes prestataires, on a aussi entendu parler de la possibilité de saisir le chèque des personnes assistées sociales qui ne paient pas leur loyer.

Pourquoi appliquer ce genre de mesures systématiquement au groupe le plus démuné de la société? Pourquoi le service civil serait-il obligatoire seulement pour les jeunes prestataires de l'aide sociale? C'est de la discrimination fondée sur la condition sociale. Le double standard appliqué aux personnes assistées sociales créé un monde parallèle; une catégorie précise de la population qui doit se plier à plus de règles et contrôles que le reste de la population. Ces personnes vivent dans un monde du travail parallèle (workfare) et dans un monde social parallèle (plus de règles et contrôles).

Les pénalités pour cause de solidarité sociale et familiale

Pénaliser la solidarité et la débrouillardise est un piège important à éviter. Il faut réclamer l'abolition des pénalités pour partage du logement et de toutes les pénalités reliées à l'entraide (par exemple; aider à payer l'épicerie, prêter une voiture, donner de l'argent en cadeau, etc..).

Augmentation des contrôles

L'augmentation des contrôles entraîne l'érosion des droits fondamentaux.

Le système d'aide sociale semble vouloir s'enfoncer dans une logique de contrôles et de pénalités. Pourquoi ne pas essayer de sortir de cette logique punitive et plutôt récompenser l'engagement et la responsabilisation des personnes.

Accroître la dépendance des jeunes assistés sociaux à l'égard de leurs parents

La notion de contribution parentale, telle qu'elle est appliquée présentement, ne fait qu'appauvrir davantage les jeunes et ajouter un fardeau financier important sur les épaules de plusieurs parents. Le problème de la pauvreté chez les jeunes ne se réglera pas de cette façon. Il faut miser sur la formation qualifiante et la création d'emplois plutôt que sur une approche punitive.

2.2.2 PRINCIPES À REVENDIQUER

Autonomie financière des femmes

Il faut revoir la notion de vie maritale de façon à respecter le droit à l'autonomie financière des femmes assistées sociales. Les femmes savent très bien que ce n'est pas parce qu'il y a un homme dans leur vie qu'il subvient nécessairement à leurs besoins financiers et matériels. La loi ne tient même pas compte de cette réalité et la contribution réelle de l'homme n'est jamais vérifiée.

Un double standard est appliqué aux femmes assistées sociales; elles sont privées du choix de partager ou non leur revenu avec un homme. Nous devons au moins revendiquer qu'elles aient ce choix.

Le manque d'emplois rémunérés est une responsabilité collective et non uniquement individuelle

L'idéologie du workfare individualise le problème du manque d'emplois rémunérés (tu n'as pas d'emploi parce que tu n'es pas assez bien formée, parce que tu es paresseuse, parce que tu ne sais pas comment faire un c.v., etc.). Il faut contrer ce discours et insister sur le fait que le manque d'emplois rémunérés est un problème de société qui nécessite des solutions collectives.

Le respect des droits des personnes assistées sociales

Il est important de rappeler que le Canada, en présence d'une délégation québécoise, a signé le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (entré en vigueur pour le Canada le 19 août 1976). Concernant les droits économiques, le Canada s'est engagé à reconnaître le droit à un niveau de vie suffisant et à prendre les mesures appropriées pour la réalisation de ce droit:

"Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les États parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie". (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, article 11, no. 1).

De plus, le Québec est tenu, par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, de respecter certains droits dans l'application de sa loi sur l'aide sociale. Par exemple:

Droits fondamentaux (chapitre 1), Charte des droits et libertés de la personne du Québec:

- Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation, (article 4).
- Toute personne a droit au respect de sa vie privée, (article 5).
- La demeure est inviolable. (article 7).
- Nul ne peut pénétrer chez autrui ni y prendre quoi que ce soit sans son consentement exprès ou tacite, (article 8).

Droit à l'égalité dans la reconnaissance et l'exercice des droits et libertés (chapitre 1.1), Charte des droits et libertés de la personne du Québec:

- Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, **la condition sociale**, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier à ce handicap, (article 10).

(Refuser de louer un appartement à une personne simplement parce qu'elle est assistée sociale est considéré comme étant de la discrimination fondée sur la condition sociale).

Droits économiques et sociaux (chapitre 4), Charte des droits et libertés de la personne du Québec:

- Toute personne a droit à l'information, dans la mesure prévue par la loi. (article 44).
- Toute personne dans le besoin a droit, pour elle et sa famille, à des mesures d'assistance financière et à des mesures sociales, prévues par la loi, susceptibles de lui assurer un niveau de vie décent, (article 45).
- Toute personne qui travaille a droit, conformément à la loi, à des conditions de travail justes et raisonnables et qui respectent sa santé, sa sécurité et son intégrité physique, (article 46).

2.2.3 PISTES À EXPLORER

La réforme de l'aide sociale doit être accompagnée de changements importants à plusieurs niveaux. Il faut revoir les politiques fiscales, sociales, économiques et les politiques en matière d'éducation et de formation professionnelle. Il faut également valoriser l'engagement social des personnes et y accorder une reconnaissance économique.

Politiques fiscales

Une réforme fiscale sera nécessaire pour assurer une redistribution plus équitable de la richesse et donc un financement plus adéquat des programmes de soutien. Il faut, entre autres, envisager l'abolition des abris fiscaux et l'établissement d'un système fiscal véritablement progressif.

Politiques sociales

Il faut développer et consolider les politiques sociales de façon à assurer aux personnes un soutien adéquat (politiques familiales, politiques en matière de logement, garderies, assurance-maladie, assurance-médicaments, assurance-chômage, etc.).

Politiques économiques

Au niveau économique, il est nécessaire de travailler sur plusieurs fronts à la fois:

- création d'emplois durables
- augmentation du salaire minimum
- respect des normes minimales pour tous les travailleurs
- adoption d'une loi satisfaisante sur l'équité salariale

L'accès à de la formation réellement qualifiante

Il y a une différence importante entre les programmes d'employabilité de la Loi sur la Sécurité du revenu et l'accès à de la formation réellement qualifiante. Les mesures d'employabilité sont trop souvent de piètre qualité et ne permettent pas à la personnes d'acquérir des qualifications importantes pour le marché du travail. De plus, les mesures d'employabilité ne débouchent pas sur des diplômes reconnus.

Il est important que dans notre société tout le monde ait accès à une formation librement choisie qui soit de qualité et qui donne un diplôme reconnu.

La reconnaissance économique et la valorisation de l'engagement social des personnes

Pourquoi ne pas reconnaître la valeur du travail socialement utile effectué par les personnes au cours de leur vie (par exemple, éducation des enfants, soins et soutien aux parents malades ou handicapés, travail bénévole communautaire, retour aux études, etc.).

L'instauration du revenu minimum garanti serait peut-être un moyen intéressant de reconnaître l'engagement social des personnes (à ce sujet, voir à la page suivante: "Réforme de la fiscalité et instauration d'un revenu minimum garanti").

2.2.4 DEUX ALTERNATIVES À EXAMINER

Aide sociale: passer de la punition à la récompense

Il serait intéressant de développer un système d'aide sociale qui encourage l'engagement, la participation à la société et la responsabilisation des personnes. Un système basé sur la récompense plutôt que sur la répression et la punition. Ce système fonctionnerait de la façon suivante:

- 1) Une prestation de base serait accordée à toutes les personnes assistées sociales.
- 2) Il n'y aurait pas de coupures pour des gestes de solidarité sociale (par exemple, pas de coupure pour partage de logement).
- 3) La prestation de base serait augmentée en fonction de la participation de la personne à la société.

Toutes les activités socialement utiles seraient reconnues (soin et éducation des enfants, soin et soutien aux parents malades ou handicapés, travail bénévole communautaire, retour aux études, participation à un stage de formation, etc.). L'objectif est de valoriser la participation à la société et l'aspect productif et rentable de tout engagement social.

Une telle formule reconnaît à la fois la responsabilité de l'État envers les personnes qui n'ont pas d'emploi rémunéré et la responsabilité des personnes à s'engager activement dans la société.

À titre d'exemple, pensons à une femme assistée sociale qui a la possibilité de garder des enfants chez elle. Elle pourrait augmenter sa prestation en gardant des enfants et en suivant une formation en techniques de garde. Suite à l'obtention de son diplôme, elle serait en mesure d'officialiser sa pratique de garde à la maison et de quitter l'aide sociale.

Réforme de la fiscalité et instauration d'un revenu minimum garanti

Cette proposition a été développée par Pierre-Yves Crémieux, économiste à l'UQAM, lors de la formation "Développement des fondements économiques de notre discours social" (automne 95).

- 1) Éliminer tous les abris fiscaux
- 2) Établir un taux d'imposition de 40%. Le premier 14 000\$ de revenu n'est pas imposable. (On paie 40% d'impôt seulement sur le montant qui dépasse le 14 000\$ de base).
- 3) Donner à tout le monde un revenu minimum garanti d'environ 6 000\$ par année.

4) Les gens qui ont moins de 14 000\$ par année (en additionnant le revenu minimum et leur salaire) reçoivent 30 % de la différence entre leur revenu et 14 000\$. Exemple: revenu de 10 000\$, il manque 4000\$ pour arriver à 14 000\$. (4000\$. 30%= 1200\$). La personne reçoit 1200\$, son revenu est donc augmenté à 11 200\$.

C'est un système fiscal progressif (ceux qui ont moins d'argent paient moins, ceux qui en ont plus paient plus): si tu as un revenu de 14 000\$, tu ne paies pas d'impôts. Si tu as un revenu de 30 000\$, tu paies 40% sur 16 000\$. Si tu as un revenu de 100 000\$, tu paies 40% sur 86 000\$.

Il n'y a pas de problème de désincitation à travailler puisque le premier 14 000\$ n'est pas imposable. (Une personne qui gagne 14 500\$ par année, ne paiera des impôts que sur 500\$. Après avoir payé ses impôts, il lui reste plus d'argent dans ses poches en ayant gagné 14 500\$ qu'en ayant gagné seulement 14 000\$).

Cette proposition peut être adaptée selon les choix que l'on fait en tant que société; on peut décider de donner un certain montant par année pour chaque enfant, on peut aussi décider d'introduire un système d'impôt à taux progressif pour assurer une plus grande redistribution de la richesse (ex: à partir de 45 000\$ imposable (donc, revenu total de 59 000\$), taux d'imposition de 41%. À partir de 50 000\$ imposable (revenu total de 64 000\$), taux d'imposition de 42%, etc.).

2.3 SOMMAIRE DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET REVENDICATIONS

Dans cette section, vous trouverez un aperçu des principales recommandations et revendications du mouvement des femmes et du mouvement communautaire concernant la réforme de l'aide sociale. Étant donné qu'une bonne réforme de l'aide sociale ne peut se faire sans des changements importants dans plusieurs secteurs, vous trouverez également des revendications concernant la politique monétaire, la fiscalité, l'organisation et les lois du travail, les fonds de création d'emplois, la formation académique et professionnelle, le logement et le soutien aux familles.

Ces recommandations et revendications sont tirées des documents suivants:

- Les barrières à la réinsertion sociale et professionnelle des personnes assistées sociales et la réforme du système de la Sécurité du revenu. Recherche de McAll, Desgagnés, Fournier et Villeneuve. Décembre 1995.
- Déclaration des travailleurs et travailleuses exclues. Chic Resto Pop. 3 novembre 1995.
- Pauvreté au programme. Association coopérative d'économie familiale de Lanaudière. Novembre 1992.
- Nos revendications minimales. ROSE du Nord. 1990.
- Mémoire du Conseil du statut de la femme sur la réforme de l'aide sociale. Février 1988.

2.3.1 AU NIVEAU DE LA LOI SUR L'AIDE SOCIALE

Contribution parentale

- Redéfinir la notion de contribution parentale pour qu'elle soit mieux adaptée à la réalité économique des parents.

Enfants

- Établir les barèmes d'aide sociale en tenant compte de tous les enfants de la famille.
- Prendre davantage en considération les besoins spécifiques des personnes ayant une garde partagée.

Femmes enceintes

- Rendre les femmes enceintes de moins de 18 ans éligibles à l'aide sociale dès qu'elles font la preuve de leur grossesse.
- Couvrir de façon satisfaisante les besoins de base ainsi que les besoins particuliers résultant de l'état de grossesse.

Information

- Donner aux prestataires de la Sécurité du revenu une information complète et compréhensible, de façon à ce que ces derniers ne perdent pas de droits à leur insu.
- Publier un bulletin d'information, distribué avec les chèques, qui tiendrait les prestataires au courant des services offerts et des changements aux règlements.
- Appuyer financièrement les groupes de défense des droits dans la production de différents outils d'information et dans l'organisation de sessions de formation.

Logement

- Abolir la coupure pour le partage du logement et la coupure pour les revenus de chambre et pension.
- Réviser l'évaluation des coûts de logement sur lesquels sont fondés les barèmes de la Sécurité du revenu.
- Créer un Fonds d'aide au logement.

Mesures de contrôle

- Restreindre l'usage des mesures de contrôle.

Mesures d'employabilité

- S'assurer que la participation aux mesures de formation soit sur une base volontaire, avec une allocation à la participation qui tient vraiment compte des frais encourus, (transport, vêtements, lunch, etc.).
- S'assurer que la participation aux mesures d'employabilité soit sur une base volontaire et qu'elle garantisse des normes minimales de travail. Abolir l'article 24 de la Loi sur la Sécurité du revenu.
- Permettre une plus grande accessibilité aux mesures pour tous ceux et celles qui veulent y participer.
- S'assurer que les mesures d'employabilité permettent la syndicalisation des participantes.

- Arriver à un meilleur arrimage entre les qualifications, compétences et projets des personnes d'un côté, et les mesures de l'autre.
- Améliorer la qualité des mesures d'employabilité. Ces mesures doivent déboucher sur de véritables emplois.
- Augmenter les exigences à l'égard des employeurs (que la personne participante ait le même traitement que les autres employés et que l'employeur soit tenu d'embaucher des participants dans de véritables emplois).
- Instaurer de meilleurs contrôles pour empêcher que les employeurs n'utilisent les mesures afin de réduire les coûts de la main d'oeuvre.
- S'assurer que les employeurs prenant part à ces mesures le font sans préjudice pour leurs effectifs réguliers et en offrant une formation et une expérience d'emploi valables.
- Accepter que la recherche d'emploi, à l'initiative d'un prestataire, constitue en soi une mesure désignée dans le cadre d'un plan de développement de l'employabilité.
- Pallier aux disparités régionales dans l'application des mesures d'employabilité (par exemple, les gens qui habitent loin des grands centres urbains ont rarement accès à un réseau de transport public adéquat, il faut en tenir compte).
- Reconnaître les projets familiaux des personnes et reconnaître leur implication sociale et communautaire. Libre choix du lieu d'engagement des personnes.

Pension alimentaire

- Ne pas déduire la totalité des montants reçus en pension alimentaire du montant de l'aide accordée.
- Faire suivre à la pension alimentaire une règle similaire aux gains de travail permis (il est permis de gagner un certain montant sans subir de coupure sur la prestation).

Prestations

- S'assurer que les prestations spéciales pour les frais de garde et l'allocation scolaire couvrent les frais réels.
- Augmenter les prestations et les indexer au coût de la vie.
- Revoir les dispositions actuelles de la loi concernant les gains de travail permis.
- Partager à parts égales la prestation de base lorsque les programmes s'adressent aux conjoints.

Programme APPORT

- Faire les versements de ce supplément en fonction d'une déclaration mensuelle des revenus du ménage, et non comme c'est le cas actuellement, à partir de prévisions de ces revenus en début d'année.
- Simplifier le programme et le rendre accessible aux personnes seules.

Réinsertion sur le marché du travail

- Donner une allocation à la recherche d'emploi.
- Prévoir le paiement de certains frais liés à la reprise ou au commencement d'un emploi.

Système d'aide sociale

- Rendre le système moins complexe et moins bureaucraté.

- Réorienter le système de Sécurité du revenu afin de combattre les préjugés à l'égard des personnes assistées sociales (par exemple, véhiculer une image positive des personnes assistées sociales, continuer à financer des campagnes publicitaires contre les préjugés, financer des recherches indépendantes à ce sujet, etc.).
- Placer la personne au centre des préoccupations du système.
- Consacrer les ressources nécessaires à l'accueil et l'encadrement (plus de ressources humaines).
- Accorder un droit de regard des personnes assistées sociales sur la gestion du système d'aide sociale (comités de surveillance sur la gestion du système).
- Améliorer la formation des agents. Établir un code d'éthique.
- Accorder un droit de regard aux personnes assistées sociales sur le cheminement de leur dossier.
- Modifier le système de révision.
- Reconnaître le travail des groupes de défense des droits des personnes assistées sociales en leur accordant un soutien financier et en leur accordant un droit de regard sur la gestion du système.

Vie maritale

- Abolir la présomption de vie maritale et redéfinir la notion de vie maritale pour respecter le choix des personnes et faciliter l'accès des femmes à leur autonomie financière.

2.3.2 AU NIVEAU DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

- Établir les grandes orientations de la politique monétaire de concert avec les principaux acteurs socio-économiques: les gouvernements, les entreprises, les syndicats et les organismes communautaires.
- Placer au coeur des orientations qui déterminent la politique monétaire la préoccupation de la lutte contre le chômage et contre l'exclusion.

2.3.3 AU NIVEAU DES POLITIQUES FISCALES

- Réviser de façon équitable l'assiette fiscale (impôt progressif, taxation des fiducies familiales, taxation des profits des actionnaires et élimination des autres abris fiscaux injustifiables).
- Instaurer une taxe de départ pour les entreprises dont le départ d'un territoire donné entraîne des pertes d'emploi. Cette taxe pourrait être réinvestie dans un fond local de création d'emploi.
- Apporter un soutien fiscal substantiel aux familles et personnes à faible revenu.
- S'assurer que les entreprises et les personnes à haut revenu paient leur juste part d'impôt.
- Contrôler plus efficacement la fiscalité des entreprises.
- Harmoniser l'exemption de base des particuliers avec le seuil de la pauvreté.
- Défisicaliser la pension alimentaire reçue pour les enfants.
- Donner une finalité sociale à la fiscalité, c'est-à-dire faire en sorte qu'elle contribue à des objectifs sociaux.
- Créer un revenu minimum garanti.

2.3.4 AU NIVEAU DE L'ORGANISATION ET DES LOIS DU TRAVAIL

- Augmenter de façon substantielle le salaire minimum et l'indexer par la suite au coût de la vie.
- Donner accès à l'ensemble des travailleurs et travailleuses à faible revenu aux diverses mesures de soutien en matière de santé réservées aux prestataires de l'aide sociale afin de faciliter le retour au travail (carte médicaments et prestations spéciales).
- Améliorer les normes minimales du travail.
- Faire en sorte que tous les travailleurs et travailleuses aient accès à un fond de pension ou de retraite.
- Réaménager le travail avec l'objectif d'élargir le bassin d'emploi (réduire le temps de travail, réduire les heures supplémentaires, établir des politiques de temps partagé, mettre sur pied des programmes de retraite anticipée volontaire, reprendre en temps les heures supplémentaires).
- Se doter d'une politique dynamique de création d'emplois.
- Abolir le plafond des cotisations des entreprises et des salariés aux charges sociales.
- Donner aux travailleurs et travailleuses à temps partiel les mêmes avantages que les travailleurs et travailleuses à temps plein.
- Reconnaître l'expérience de travail non-salarié des femmes à la maison.
- S'assurer que les travailleuses et travailleurs aient réellement droit à des horaires de travail, des congés de maternité et des congés parentaux adaptés aux charges familiales.
- Développer l'économie sociale. Favoriser les initiatives collectives à la base qui visent la création d'emplois durables dans des domaines socialement utiles.
- Reconnaître d'autres formes de travail. Par exemple, le travail à la maison et l'implication sociale des personnes.

2.3.5 AU NIVEAU DES FONDS DE CRÉATION D'EMPLOIS

- Mettre en place des fonds locaux de création d'emplois à travers un partenariat entre les entreprises, les syndicats, les institutions financières, les gouvernements et les organismes communautaires. Que ces fonds soient gérés localement par les partenaires à partir des besoins locaux.

2.3.6 AU NIVEAU DE LA FORMATION ACADÉMIQUE ET PROFESSIONNELLE

- Tenir compte des capacités et du potentiel des personnes dans la formation.
- Favoriser la formule alternance travail/études.
- Offrir de la formation en lien avec les nouveaux besoins du marché du travail.
- Favoriser le soutien des personnes qui veulent compléter leur secondaire 5.
- Reconnaître l'expérience de vie, les apprentissages et les compétences transférables. (Que le diplôme de secondaire 5 ne soit pas un pré-requis incontournable à l'embauche).
- S'assurer que les formations offertes aient un débouché sur l'emploi.
- Assouplir les programmes de formation et d'insertion à l'emploi de telle sorte qu'ils soient accessibles à toutes les personnes, sans aucune discrimination.
- Assouplir, pour les adultes, les pré-requis académiques pour accéder aux programmes de formation professionnelle. Reconnaître l'expérience acquise.
- Tenir compte dans la pédagogie de ce que vivent les adultes concernés.
- S'assurer que le programme de prêts et bourses garantisse des conditions de vie décentes et faire les versements mensuellement.

2.3.7 AU NIVEAU DES CONDITIONS DE LOGEMENT

- Augmenter l'accès à des logements sociaux.
- Limiter à 25% la proportion des revenus consacrés au logement (le taux d'effort).
- Réglementer les coûts de loyer et la qualité des logements sur le marché privé.
- Le gouvernement est invité à ne pas céder aux pressions des propriétaires concernant la saisie d'une partie du chèque pour le paiement du loyer.

2.3.8 AU NIVEAU DU SOUTIEN AUX FAMILLES

- Mettre sur pied un système de garderies accessible à tout le monde. Augmenter le nombre de places disponibles en garderie.
- Rendre les garderies subventionnées accessibles à toutes les personnes qui en font la demande peu importe les motifs.
- Augmenter l'accès à des garderies à horaires plus souples et à des prix qui ne grugent pas tous les revenus de travail.
- Revenir à un système d'allocations familiales universel.
- Mettre fin à des politiques qui dépossèdent les parents de leurs responsabilités; par exemple, des mesures du type "boîte à lunch" pour enfants défavorisés. Il faudrait plutôt augmenter l'aide financière accordée aux parents de ces enfants.

3. LES PRISES DE POSITION ET LES ACTIONS DES CENTRES DE FEMMES ET DE L'R

De façon générale, la pauvreté et l'appauvrissement des femmes est une préoccupation importante des centres de femmes et de L'R depuis plusieurs années. La lutte pour l'amélioration des conditions de vie des femmes assistées sociales nous a mobilisées de façon particulière depuis le dépôt, en décembre 1987, par le ministre Paradis du document d'orientation de la réforme de l'aide sociale intitulé: "Pour une politique de sécurité du revenu". La volonté des centres et de L'R d'appuyer les revendications des femmes assistées sociales s'est reflétée au cours des années dans les résolutions adoptées aux assemblées générales de L'R, dans la participation aux coalitions nationales contre la réforme de l'aide sociale et contre la Loi 37, dans l'implication de L'R et des centres dans diverses actions collectives et dans le débat sur l'utilisation des mesures d'employabilité dans les centres.

3.1 ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE L'R

La lutte pour l'amélioration des conditions de vie des femmes assistées sociales (opposition à la réforme de 1988 puis à la Loi 37) est à l'ordre du jour des assemblées générales de L'R depuis 1988. De plus, la question de la pauvreté des femmes est une priorité d'action pour L'R et les centres depuis 1990.

À chaque année depuis l'assemblée générale de 1991, les centres renouvellent leur engagement ainsi que celui de L'R à appuyer les revendications mises de l'avant par les regroupement de personnes assistées sociales et à participer aux coalitions les plus importantes.

La base d'unité politique des centres de femmes du Québec a été adoptée à l'assemblée générale de L'R en 1993. Dans la base d'unité, les centres prennent position sur la pauvreté des femmes: "La pauvreté des femmes est liée d'abord et avant tout aux rôles féminins traditionnels, entre autres, la responsabilité des enfants. Elle porte atteinte à leur santé physique et mentale. De plus, elle est aggravée par les politiques des gouvernements actuels qui préfèrent hausser les taxes et réduire les dépenses sociales plutôt que de s'attaquer résolument aux fermetures d'usines et au chômage par la création d'emplois durables. La pauvreté des femmes est liée aussi à leur absence et à la non-prise en compte de leur réalité dans les politiques de développement régional".

À l'assemblée générale de 1994, les centres de femmes ont décidé qu'il était important que L'R et les centres s'impliquent activement avec la FFQ dans l'organisation de la marche des femmes contre la pauvreté tant au niveau national qu'au niveau régional. À l'assemblée générale de 1995, il a été décidé que les centres et L'R s'impliqueraient dans les suites de la marche (comité national et comités régionaux).

3.2 PARTICIPATION AUX COALITIONS NATIONALES

L'R a représenté les centres aux principales coalitions nationales mises sur pied pour contrer la réforme de l'aide sociale:

L'R a été présent à La **Coalition "Justice et équité"** (1988). Cette coalition regroupait 180 groupes de femmes contre la réforme de l'aide sociale.

L'R a participé à une table de concertation réunissant des centrales syndicales et de nombreux organismes communautaires opposés à la réforme et à la Loi 37. La Table a changé de nom au cours des années: **Table de concertation contre le projet de loi du ministre Paradis** (87-88), **Table de concertation contre la réforme de l'aide sociale** (88-89), **Table de concertation contre la loi 37** (90-91), **Table nationale contre la loi 37** (91-92, 92-93).

L'R a été impliqué au **comité aviseur sur les femmes et l'aide sociale** (90-91, 91-92). Ce comité avait pour mandat de produire un guide d'analyse et d'intervention féministe sur les femmes et l'aide sociale. Le guide "L'aide sociale au féminin" était lancé en février 92. L'R a fait parvenir une copie de ce guide à chaque centre de femmes.

L'R et les tables régionales de centres de femmes sont impliqués depuis le début à la **Table nationale de la marche des femmes contre la pauvreté**. (94-95, 95-96). Une des 9 revendications de la marche était directement reliée aux conditions de vie des femmes assistées sociales: "L'application de la Loi sur les normes du travail à toutes les personnes participant à des mesures d'employabilité". Cette année, une des priorités de la Table nationale de la marche (maintenant nommée **Coalition nationale des femmes contre la pauvreté-dû pain et des roses**) est le dossier de l'aide sociale; la lutte aux coupures annoncées en novembre par la ministre Blackburn et la réforme de l'aide sociale.

3.3 ACTIONS COLLECTIVES

Depuis 1988, L'R et les centres ont été impliqués dans plusieurs actions collectives visant à faire avancer les revendications des femmes assistées sociales. Nous ferons ici un survol de quelques unes des actions qui ont mobilisé L'R et les centres:

- **Campagne "Les 37 jours contre la loi 37"**. (1990-1991). La plupart des centres ont organisé des activités avec leurs participantes. Quelques-uns ont envoyé des lettres ouvertes aux journaux.

- **Campagne de signature de 37 000 cartes postales**. (Campagne sous le thème *On veut vivre et travailler dans la dignité*). (1991-1992).

- À partir du 26 mai 1992, 15 personnes assistées sociales, âgées de 19 à 61 ans, occupent les bureaux du Protecteur du citoyen afin de revendiquer des modifications majeures à la loi 37, et ce dans la perspective de la faire retirer (l'occupation a duré un peu plus de deux semaines). Le 6 juin 1992, **les centres de femmes ont émis un communiqué appuyant leurs revendications: "Les**

80 centres de femmes du Québec, présentement réunis à Montréal pour leur congrès annuel, appuient les revendications des personnes assistées sociales qui occupent les bureaux du Protecteur du citoyen depuis le 26 mai dernier". **Plusieurs femmes présentes au congrès se sont déplacées pour aller manifester leur appui aux personnes assistées sociales.**

- Noël 1992: **envoi de cartes de Noël à Bourbeau** pour lui signifier notre désaccord et notre indignation en ce qui concerne les coupures annoncées à la loi sur l'aide sociale (envoi de cartes signées par les femmes des centres et les membres de C.A.).

- **Campagne "faut dire non à la délation"** (campagne contre l'instauration des agents vérificateurs). Les centres ont été invités à signer la déclaration d'objection et la pétition qui dénonce la systématisation de la délation envers les personnes assistées sociales. (1993).

- **Campagne d'opposition au projet de bénévolat obligatoire** proposé par l'Union des municipalités régionales du Québec en septembre 1993. Plusieurs centres ont participé en écrivant à leurs maires et mairesses. Ce projet a été rejeté pour le moment.

- Nous avons appuyé **la campagne de Rose du Nord**, un centre pour femmes sans-emploi de la région de Québec, qui veut faire reconnaître le bénévolat des femmes assistées sociales comme étant une façon de développer leur employabilité. Cela leur donnerait accès au statut de participante et par conséquent à une révision à la hausse de leurs prestations. Tous les centres ont reçu une copie de la pétition à cet effet. Titre de la pétition: "La reconnaissance du libre choix du lieux d'engagement social des femmes assistées sociales sans contrainte administrative". (1994).

- 26 mai au 4 juin 1995: **Marche des femmes contre la pauvreté.**

- Décembre 1995: **Campagne de lettres à Parizeau** pour protester contre les coupures annoncées le 24 novembre 1995.

- De février à juin 1996, nous allons participer activement au plan d'action de la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté-dû pain et des roses!

3.4 LE DÉBAT SUR L'UTILISATION DES MESURES D'EMPLOYABILITÉ DANS LES CENTRES

En principe, nous sommes contre les mesures d'employabilité de la Loi 37. Nous sommes contre parce qu'elles sont accompagnées d'une philosophie de workfare, parce que trop souvent les prestataires sont utilisées comme cheap labour, parce que les prestataires sont pénalisées lorsqu'elles refusent de participer, parce que les prestataires ne sont pas protégées par les lois du travail, parce que la formation offerte n'est pas adéquate et finalement parce que les mesures débouchent rarement sur de véritables emplois.

À partir de 1992, les centres et L"R ont amorcé une démarche de réflexion et de débats sur les liens à faire entre nos principes et notre pratique. La première étape a été la réalisation d'une enquête à

l'automne 1992 sur l'utilisation des programmes d'employabilité dans les centres de femmes. 61 des 87 centres membres de L'R ont participé et sur ce nombre, 47 déclaraient avoir utilisé un ou des programmes d'employabilité depuis 1989. EXTRA était la mesure la plus utilisée.

Le bulletin de liaison de septembre 1993 présentait la synthèse des résultats de l'enquête-maison sur l'utilisation des programmes d'employabilité dans les centres de femmes. Les centres ont été invités à en débattre et à participer aux débats régionaux organisés pendant l'année 1993-1994. Afin d'outiller les centres à réfléchir sur la question et les représentantes régionales à mener le débat, Josée Belleau, agente de liaison à L'R a conçu et produit un guide de réflexion et un guide d'animation en collaboration avec trois représentantes régionales (Anne Gauthier, Claudette Laprise et Louise Spencer).

À l'assemblée générale du 12 juin 94, les centres ont adopté à la majorité la résolution suivante: "Que L'R et les centres se prononcent contre l'utilisation des mesures d'employabilité, en principe et en pratique. Conséquemment les centres utilisateurs bénéficieront d'un délai d'un an pour se conformer à cette nouvelle pratique féministe". (Adopté à la majorité; 40 pour, 21 contre, 6 abstentions).

Pour faire suite à cette résolution, le comité de coordination a fait parvenir une première lettre à tous les centres en février 95. Dans cette lettre, le coco accorde un sursis aux centres utilisateurs actuellement non-finances et élabore des principes d'application de la résolution. Le coco insiste sur la nécessité pour les centres utilisateurs de développer et d'appliquer un code d'éthique qui respecte les normes minimales du travail en vigueur au Québec et qui assure la pleine participation des femmes embauchées sur ces mesures aux décisions les concernant. Enfin, la lettre du comité de coordination indiquait clairement que tout centre utilisateur de mesures d'employabilité pourra être questionné par les centres de sa région et l'assemblée générale de L'R.

À l'assemblée générale du 17 juin 95, les centres ont adopté à l'unanimité la résolution suivante: "Que le comité de coordination de L'R élabore des moyens qui visent à questionner l'analyse et les pratiques des centres qui reçoivent des subventions et qui utilisent ces mesures, tout en respectant leur autonomie".

Pour faire suite à cette résolution, le comité de coordination de L'R a fait parvenir, en novembre 95, une deuxième lettre aux 14 centres financés qui utilisent encore des mesures d'employabilité. Ces centres n'ont pas encore tous répondu. Parmi les réponses reçues, quelques centres disent en être à leur dernière année d'utilisation de mesures d'employabilité.

Le débat concernant l'utilisation des mesures d'employabilité nous a permis de faire des gains importants au niveau de la réflexion et de l'action. Nous avons pris le temps de débattre de la question et de tenter de mettre nos principes en application dans le quotidien de nos centres. En tant que regroupement, nous tirons une force de cette réflexion.

Les résolutions votées en assemblées générales, la participation aux coalitions nationales, l'implication dans des actions collectives et le débat sur l'utilisation des mesures d'employabilité forment un tout cohérent. Nous sommes engagées dans la lutte contre la pauvreté et l'appauvrissement des femmes et au fil des années nous avons pris position sur des questions de fond tels: le respect des droits fondamentaux des personnes assistées sociales, l'amélioration de

leurs conditions de vie et la reconnaissance du droit à l'autonomie financière des femmes assistées sociales. Nous nous sommes aussi prononcées contre les mesures de contrôle social des femmes assistées sociales et contre l'instauration d'un marché du travail parallèle occupé par des personnes assistées sociales sous-payées et non protégées par les lois sur le travail.

4. OUVRAGES CONSULTÉS

Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Commission des droits de la personne du Québec, Les publications du Québec.

Divers articles concernant les coupures et modifications annoncées à l'aide sociale parus dans La Presse et Le Devoir.

Dossier: l'aide sociale et l'employabilité-cheap labour au programme, Gmati, A. Et Robitaille, J., Revue Vie Ouvrière, novembre-décembre 1991, pp. 26-38.

Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu. Édition 1993. Les publications du Québec, 1994.

Justice et équité pour les femmes assistées sociales. Coalition Justice et Équité. 1988.

L'aide sociale au féminin: pauvreté, contrôle et humiliation. Un guide de réflexion féministe, un appel à la solidarité. Relais-femmes. Février 1993.

Le Devoir. 5, 6, 7, 17 et 20 juin 1995. Série d'articles sur la réforme de l'aide sociale. Par Konrad Yakabuski:

- La réforme de l'aide sociale: Un échec retentissant, la réforme Bourbeau? (Sjuin)
- La réforme de l'aide sociale: Le cercle vicieux (6 juin)
- La réforme de l'aide sociale: Le nouveau credo de la droite (7 juin)
- Blackburn procède. La réforme de l'aide sociale est dévoilée lundi: refonte des programmes d'employabilité (17 juin)
- L'objectif n'est pas de couper. Jeanne Blackburn confie à un comité d'experts le mandat de fixer les balises d'un nouveau régime de l'aide sociale (20 juin).

Déclaration des travailleurs et travailleuses exclues. Chic Resto Pop. 3 novembre 1995.

Les barrières à la réinsertion sociale et professionnelle des personnes assistées sociales et la réforme du système de la sécurité du revenu. Rapport d'une tournée de consultation dans sept régions du Québec. Équipe de recherche sur la pauvreté et l'insertion au travail (Christopher McAll, Jean-Yves Desgagnés, Madelyn Fournier, Lucie Villeneuve). Département de sociologie, Université de Montréal, en collaboration avec le Front commun des personnes assistées sociales du Québec. Décembre 1995.

Mémoire du Conseil du statut de la femme présenté à la Commission des affaires sociales sur le document "Pour une politique de sécurité du revenu" du ministère de la main d'oeuvre et de la sécurité du revenu. Février 1988.

Nos revendications minimales. Document offert aux femmes assistées sociales rencontrées dans le cadre du projet "dialogue entre des femmes assistées sociales et leur regroupement". R.O.S.E du Nord (regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec). Novembre 1990.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Nations-Unies, Recueil des traités, vol. 993, 1976.

Pauvreté au programme. Association coopérative d'économie familiale de Lanaudière. Novembre 1992.

Procès verbaux des assemblées générales de L'R de 1988 à 1995.

Rapport annuel 1994-1995, Ministère de la Sécurité du revenu, Gouvernement du Québec. Les publications du Québec, 1995.

Rapports d'activités des CoCo de L'R de 87-88 à 94-95.